



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE TUNISIE ET DE LIBYE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE TUNIS

N° 30 – Semaine du 25 au 29 juillet 2022

En bref

Tunisie :

- L'UE disposée à soutenir la Tunisie dans le domaine de la céréaliculture via l'initiative FARM
- 12,6% des Tunisiens souffrent d'insécurité alimentaire grave

Libye :

- La production pétrolière libyenne atteint 1,025 M de barils par jour
- Le Syndicat général libyen du pétrole soutient la nomination de Bengdara à la tête de la NOC et dénonce les déclarations américaines le concernant
- 39,4% des Libyens souffrent d'insécurité alimentaire

LE CHIFFRE À RETENIR

1,025 M

Le nombre moyen de barils de pétrole brut produits par jour en Libye cette semaine



Tunisie

- **L'UE disposée à soutenir la Tunisie dans le domaine de la céréaliculture via l'initiative FARM**

Une délégation de l'Union Européenne dirigée par M. Tom Ashwadan a été reçue le 26 juillet 2022 par le ministre de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche M. Mahmoud Elyes Hamza. Cette rencontre a notamment été l'occasion de **débats sur les enjeux de la céréaliculture en Tunisie (augmentation de sa rentabilité, accès aux financements, réduction des coûts de production, etc.)**. Porteuse de l'initiative Food and Agriculture Resilience Mission (FARM), une facilité régionale pour la résilience alimentaire et agricole de 225 M EU destinée aux partenaires de son voisinage sud, l'UE a affirmé apporter son soutien à la Tunisie pour la réalisation de ses objectifs de moyen et court terme dans le secteur de la céréaliculture. **L'enveloppe de la FARM destinée à la Tunisie représente 20 M EUR, soit 62 M TND.**

- **12,6% des Tunisiens souffrent d'insécurité alimentaire grave**

Selon les données de l'édition 2022 du **rapport « L'Etat de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde »** publié conjointement par la FAO, le FIDA, l'OMS, le PAM et l'UNICEF, **1,5 million de personnes souffrent d'insécurité alimentaire grave en Tunisie et 0,4 million de Tunisiens sont en état de sous-alimentation**. On définit l'insécurité alimentaire comme le fait pour une personne de ne pas parvenir à se nourrir convenablement, en termes de quantité et de qualité, pour raisons financières. L'état d'insécurité alimentaire est notamment considéré comme modéré en l'absence de ressources financières suffisantes pour une alimentation saine et variée. Une personne est considérée en état d'insécurité alimentaire grave si elle se retrouve fréquemment à court de nourriture et a connu la faim.

La sous-alimentation est définie comme l'insuffisance quantitative de l'apport alimentaire suffisamment prolongée pour provoquer des troubles organiques ou fonctionnels. Le rapport indique ainsi que la prévalence de la sous-alimentation en Tunisie était de l'ordre de 3,1% entre 2019 et 2021 et que **la prévalence de l'insécurité alimentaire grave dans la population tunisienne a progressé de plus de 3 points de pourcentage en l'espace de 7 ans, passant de 9,1% sur la période 2014-2016 à 12,6% sur la période 2019-2021**. Ont également progressé la prévalence du surpoids (passant de 10,9% en 2012 à 16,5% en 2020) et la prévalence de l'anémie chez les femmes en âge de procréer (passant de 30,4% en 2012 à 32,1% en 2019). Le rapport de l'ONU indique également que le coût d'une alimentation saine par personne et par jour a connu une augmentation continue en Tunisie au cours des dernières années, passant de 3,476 USD en 2017 à 3,639 USD en 2020. Parallèlement, la part des Tunisiens n'ayant pas les moyens de s'offrir une alimentation saine a baissé de 1,5 point de pourcentage sur la même période, étant ramenée de 21,8% en 2017 à 20,3% en 2020 avec une stabilisation à 2,4 millions de personnes à partir de 2019.

Libye

• La production pétrolière libyenne atteint 1,025 M de barils par jour

La Compagnie nationale libyenne de pétrole NOC a annoncé au cours de la semaine dernière la reprise des exportations de pétrole brut pour les principaux ports et champs pétroliers, après trois mois de perturbations. Avant la fin du blocus pétrolier, la Libye avait vu sa production chuter d'environ 50% ces derniers mois en raison du conflit politique entre le gouvernement d'union nationale d'A. Dbeiba et le premier ministre nommé par le parlement F. Bashaga, poussant la NOC à déclarer l'état de force majeure sur plusieurs sites. Après le redémarrage de la production, la NOC et le ministère du pétrole ont annoncé que **la production libyenne de pétrole brut avait atteint 1,025 M de barils par jour**, contre une moyenne de 870 000 il y a une semaine. **Le ministre M. Aoun s'attend à ce que la production de pétrole atteigne 1,2 M de barils d'ici 10 jours**, alors qu'en moyenne, la production quotidienne au début du premier trimestre de 2022, était d'environ 1,3 M de bpj.

• Le Syndicat général libyen du pétrole soutient la nomination de Bengdara à la tête de la NOC et dénonce les déclarations américaines le concernant

Le syndicat général libyen du pétrole s'est déclaré optimiste et confiant concernant le nouveau conseil d'administration de la NOC dans un communiqué publié le 23 juillet. Ainsi, **l'institution a soutenu la**

nomination du nouveau dirigeant Farhat Bengdara en tant que décision souveraine du gouvernement d'unité nationale. Ce changement est qualifié comme « unique voie » vers la réforme et le développement du secteur pétrolier, le communiqué critiquant par la même occasion le précédent président M. Sanalla. Pour finir, **le syndicat a dénoncé les déclarations de l'ambassadeur américain Richard Norland et de la conseillère des Nations Unies pour la Libye Stephanie Williams** exprimant leur préoccupation concernant le changement de conseil d'administration de la NOC, les qualifiant d'ingérence dans la gestion du secteur pétrolier libyen.

• 39,4% des Libyens souffrent d'insécurité alimentaire

Selon les données de l'édition 2022 du **rapport « L'Etat de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde »** publié conjointement par la FAO, le FIDA, l'OMS, le PAM et l'UNICEF, **la prévalence de l'insécurité alimentaire grave et modérée a progressé de 10,3 point de pourcentage en l'espace de 5 ans**, passant 29,1% en 2014 à 39,4% en 2019 tandis que la prévalence du retard de croissance chez les enfants en bas âge est passée sur 8 ans de 29,3% en 2012 à 43,5% en 2020.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international